

Pour lutter contre les cambriolages, les PLP ont plus que doublé en 3 ans en Wallonie



Les panneaux annonçant un PLP sont de plus en plus présents en Wallonie. - © RTBF
Publicité

Le slogan sur le panneau placé à l'entrée du quartier sonne comme un avertissement pour les cambrioleurs. Ici, "les voisins veillent". Cela signifie qu'un PLP – un partenariat local de prévention – est en activité.

Ce système de prévention facilite la communication entre les riverains d'un quartier et leur police locale. Avec un objectif clair : diminuer la criminalité. Déjà très populaires en Flandre, les PLP ont plus que doublé en Wallonie en l'espace de 3 ans. Il y en a aujourd'hui plus de 200 contre 89 en 2015.

A Estaimpuis, 6 PLP créés en seulement 4 ans



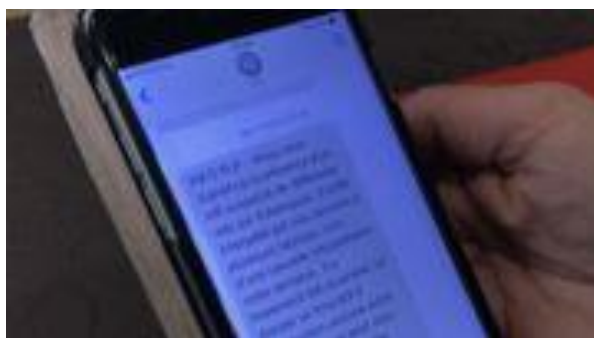
Eddy et Magalie font partie d'un PLP d'Estaimpuis qui a, selon eux, renforcés les liens entre voisins. - © RTBF

Dans le Hainaut, Estaimpuis est sans doute la commune qui illustre le mieux ce succès. En l'espace de 4 ans, 6 PLP ont été créés dans les 7 villages de l'entité. Ils rassemblent aujourd'hui près de 600 riverains désireux de lutter contre les voleurs.

"Il y a clairement un effet PLP dans le village, explique Magalie Deleersnyder, riveraine du premier partenariat local de prévention créé à Estaimpuis. Je remarque que les gens sont plus vigilants qu'avant. On voit quelque chose de suspect, on le signale à la police et on prévient les voisins. De temps en temps, on reçoit un SMS du commissariat de Pecq qui nous signale tel ou tel agissement et qui nous met en garde."

Membre du comité de pilotage du PLP du centre d'Estaimpuis, Eddy Vercléven ajoute que le système a renforcé les liens dans le voisinage. *"Avant on ne se parlait pas forcément, maintenant on se confie les clefs de nos maisons quand on part en vacances."*

Pour la police : "une source d'information très intéressante"



La police n'hésite pas à envoyer le résultat d'une enquête par SMS aux riverains du PLP. - © RTBF

Du côté de la zone de police du Val de l'Escaut, on souligne l'utilité d'un PLP. *"C'est une source d'information très intéressante pour nous, confirme le commissaire Samuël De Backer. On reçoit des informations ce qui nous permet d'effectuer des contrôles. Pas plus tard que la semaine passée, on a interpellé une personne recherchée par la justice grâce à une information fournie par un membre du PLP."*

"Les gens qui sont dans les PLP ont été formés et sensibilisés, poursuit le policier. Ils ont donc plus le réflexe d'appeler la police, là où d'autres ne composeront pas le 101 de peur de déranger."

Dans les SMS envoyés aux membres du partenariat local de prévention, la police donne parfois le résultat d'une enquête. *"C'est valorisant pour le citoyen qui voit ainsi que l'information qu'il a donnée à la police a servi à quelque chose"*, ajoute le commissaire De Backer.

Pour qu'un PLP fonctionne bien, il faut cependant des riverains impliqués à 100%. Ses membres doivent également s'engager à ne pas se substituer à la police et cela pour éviter les dérives.

Un tout nouveau PLP (Partenariat local de prévention) vient d'être inauguré.



© D.R.

Les candidats voleurs ne sont plus du tout les bienvenus dans le quartier du Bois d'Hautmont à Braine-le-Château. Si déjà ils étaient indésirables, ils le sont encore plus à présent qu'un PLP (Partenariat local de prévention) vient d'être officiellement inauguré.

Ce nouveau PLP représente environ 65 ménages et comprend plus de 200 habitations. Autant le dire : au Bois d'Hautmont, les voisins veillent. Une initiative qui est à mettre au crédit des riverains qui voulaient renforcer leur sécurité après plusieurs vols. *"On a constaté qu'il y avait pas mal de petits délits ces derniers temps, expliquent Camille Dewael et Etienne Collin, deux des trois (Fabien Rosolen étant absent lors de l'inauguration) coordinateurs du PLP. En nous renseignant auprès des habitants, on a appris pas mal de choses dont un riverain à qui on a volé une remorque qui était remplie de déchets."*

Une initiative citoyenne, donc, qui a aussi permis de renouer des liens entre les habitants, lien essentiel à la bonne tenue et la pérennité du nouveau PLP. *"Il est important que ce soit une initiative citoyenne, explique-t-on du côté des forces de*

l'ordre. Ce n'est que comme cela qu'un PLP peut s'inscrire dans la durée. Il est aussi important de comprendre que ce n'est pas toujours à la police d'aller vers les citoyens mais aussi à eux de venir vers nous avec des problèmes spécifiques. Ce qui est tout à fait le cas avec les PLP."

Une inauguration qui était prévue pour le mois de mars dernier... avant l'arrivée du Covid-19 qui a tout reporté de quelques mois. Quoiqu'il en soit, aujourd'hui, le PLP du Bois d'Hautmont est bien actif. Si un voleur ose encore s'aventurer dans le Clos des Aulnes, le Clos du Moulin Linard, la rue du Chêne usé, la rue du Millénaire, le Clos de la Musique, le Clos du Chenoy, le Clos des Sorbiers, la rue du Béguin, la rue de la Scaillée, l'avenue de la Marbrerie, la rue du Ruisseau, le Clos des Sources, le Clos du Coteau, le Clois du Bois sauvage, la venelle de la Placette, le chemin de Scrève, le Clos de Girsart, le chemin du Rosoir, la rue du Bois d'Hautmont et la drève du Bois d'Hautmont, il risque d'avoir une très mauvaise surprise.

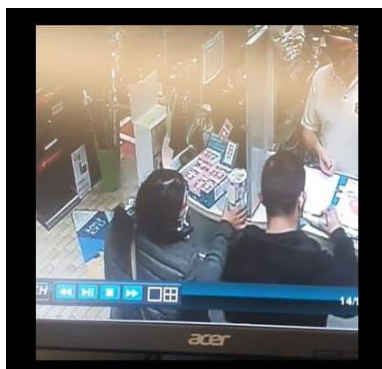
Un couple d'escrocs présumés interpellé à Neupré

Liège

Jessica Defgnée

Publié le 19-11-20 à 18h53 - Mis à jour le 19-11-20 à 18h57

Sur des vidéos, on les voit à l'oeuvre dans des commerces de la région liégeoise.



©-DR

Au cours des derniers jours, des vidéos montrant un couple d'escrocs à l'oeuvre ont circulé sur les réseaux sociaux. Sur l'une, dans une librairie à Flémalle, on y voit une femme dérober une tirelire sur le comptoir pendant que le commerçant était occupé avec l'homme qui l'accompagnait. Sur une autre vidéo, on voit ce même

couple entrer chez un fleuriste à Ans et y jouer une mise en scène manifestement bien rodée de vol par ruse... Pour ce commerce, le préjudice s'est élevé à 100 €.

Ce jeudi, deux personnes correspondant au signalement ont été repérées du côté de Neupré. L'information y avait manifestement bien circulé grâce au réseau PLP (Partenariat Local de Prévention) pour indépendants ayant été instauré avec la zone de police de Seraing/Neupré ! En effet, après avoir diffusé à ce réseau PLP les images montrant ces escrocs à l'œuvre, la police de Seraing/Neupré a été avertie de la présence d'un véhicule correspondant à celui dans lequel ces personnes circulaient. Véhicule qui se dirigeait vers Nandrin lorsque la police les a interpellés.

Contrôle social

“Un PLP, mis en place tant avec des indépendants que des citoyens, permet d'améliorer la communication, la rapidité de l'information et d'être, quand il le faut, aux bons endroits aux bons moments”, souligne Yves Hendrix, chef de corps de la zone de police de Seraing/Neupré. “Il ne s'agit pas de constituer une milice privée mais d'améliorer le contrôle social”.

Le couple a été emmené au commissariat pour y être auditionné. L'enquête devra déterminer si ces personnes sont bel et bien les auteurs des vols commis ces derniers jours en région liégeoise et si d'autres faits sont à leur imputer.

Sécurité : 1 059 partenariats locaux de prévention (PLP) en Belgique, seulement six à Bruxelles

Bruxelles

M. L.

Publié le 27-02-19 à 15h41 - Mis à jour le 27-02-19 à 15h41



Ce mécanisme ne décolle pas sur le territoire de la Région bruxelloise. Le MR veut l'intensifier.

En Belgique, il existe très exactement 1 059 partenariats locaux de prévention (PLP) en Belgique. Plus de 100 000 personnes y sont membres. Sur ce bon millier, 875 se trouvent en Flandre, 178 en Wallonie et... six en Région bruxelloise. Pour mémoire, le PLP est un accord de collaboration entre les citoyens et la police locale ou les autorités administratives destiné à organiser une surveillance d'un quartier par ses habitants en accord avec la police.

Trop peu selon les libéraux bruxellois qui, par la voie de David Weytsman et Lucas Ducarme, déposeront chacun une motion dans leurs communes réciproques ces prochaines semaines. 'C'est 150 fois moins qu'en Flandre. La Région bruxelloise a un rôle de coordination et doit aider les communes à mettre des PLP en place. Notamment dans les quartiers qui sont à cheval sur plusieurs communes bruxelloises", commentent les deux libéraux qui appuient leur exposé de chiffres relatifs à la criminalité : "En 2017, il y a eu 7 500 vols dans des habitations sur le territoire régional. En hausse par rapport à 2016. Les vols de voitures et motos, les car-jackings sont également en hausse. Alors qu'en Flandre, ces deux catégories de vols sont en baisse."

Pour le MR, "ce qui est intéressant avec les PLP, c'est que les citoyens contribuent concrètement à renforcer la sécurité de leur propre cadre de vie et/ou de travail. (...) C'est un dispositif qui allie dissuasion, échanges d'information et échanges entre citoyens potentiellement couplé à des conseils en techno-prévention individualisés. Le tout encadré légalement", assurent les deux élus libéraux.

Interrogé au parlement bruxellois, ministre-président Rudi Vervoort (PS) a logiquement botté en touche puisqu'il s'agit d'une compétence liant les zones de police et le Fédéral. "Ces partenariats sont une initiative du SPF Intérieur qui s'adresse aux citoyens et indépendants en partenariat avec les zones de police. Les autorités locales sont en première ligne pour promouvoir et encourager les PLP - et non la Région bruxelloise -, sous l'encadrement du ministère de l'Intérieur", remarque Rudi Vervoort, qui précise par ailleurs "qu'aucune étude scientifique n'a été effectué" sur l'impact des PLP sur la criminalité. "Cet impact reste, dès lors, très difficile à évaluer".

Création d'un Partenariat Local de Prévention (PLP) à Ath



Après Mainvault, le PLP des Matelots est le deuxième à voir le jour dans la Cité des Géants.

Le deuxième Partenariat Local de Prévention vient d'être signé à Ath. Il s'agit du PLP des Matelots, regroupant le quartier résidentiel situé en extérieur de la Ville entre la rue des Matelots, la rue des Sports, l'avenue du Bonheur, la rue des Près Le-Comte et la Route de Lessines. Implanté en zone urbaine, ce quartier se situe autour d'axes importants de pénétration dans la ville tels que la route de Lessines. Si la criminalité y est relativement faible, le quartier est par ailleurs en pleine expansion. Si l'objectif de ce Partenariat Local de Prévention est avant-tout de diminuer le sentiment d'insécurité des habitants, il vise aussi à renforcer la cohésion sociale. Ainsi 550 foyers sont concernés par ce PLP des Matelots. Si aujourd'hui, 14 familles se sont engagées dans ce PLP et ont signé la charte, la coordinatrice, Carine Degré, espère que cela fera boule de neige et que d'autres s'engageront dans ce projet citoyen.

De la prévention avant tout

Initié par quelques habitants, il aura fallu un peu plus d'un an pour mettre ce PLP sur les rails. La procédure est longue et se fait en parfaite concertation avec les forces de l'ordre et les citoyens. Il ne s'agit en aucun cas d'une milice citoyenne privée mais simplement d'un groupement de personnes attentives à la sécurité de leur quartier. Une initiative qui permet ainsi de faire circuler plus facilement l'information et de la transmettre à un policier référent. L'objectif est aussi de faire de la prévention, d'encourager les différentes mesures de sécurité pour éviter les méfaits.

Vers une plus grande cohésion sociale

Actuellement en pleine expansion, le quartier des matelots accueillent régulièrement de nouveaux habitants en quête de repères. Le PLP a pour volonté également de les aiguiller au mieux et de rompre l'isolement social. Pour les policiers, il s'agit d'une approche positive qui permet de réduire les conflits de voisinage. Et outre le fait de renforcer les liens entre habitants, le partenariat permet aussi de rapprocher la population des forces de l'ordre.

Une dissuasion qui fait ses preuves

Actif depuis plus de 2 ans, le PLP de Mainvault avait été initié suite à des vagues importantes de vol dans les habitations. Force est de constater que depuis l'instauration de ce groupement citoyen, la criminalité a quasiment disparu. Dans le quartier des Matelots, des panneaux seront d'ailleurs installés aux abords des rues concernées afin d'identifier la zone PLP.

Si cette initiative ne permet pas d'éradiquer la criminalité à 100%, elle permet au moins de rendre les habitants vigilants et ainsi de diminuer autant que possible la criminalité.

Le village de Wihéries s'unit en PLP

Mons

C.Ti.

Publié le 17-07-18 à 17h14



Une réunion d'informations est organisée le 17 septembre, à la salle de gym de Wihéries à 19h30

Un PLP ? C'est un Partenariat Local de Prévention, soit un accord de collaboration entre les citoyens, les autorités communales et la police locale au sein d'un quartier déterminé ou d'un village. L'idée est d'échanger de manière permanente des informations concrètes en cas d'agissements suspects, de véhicules curieux ou de flagrants délits. Pas question cependant de jouer les cow-boys, seule la police est habilitée à agir. On n'est pas dans l'optique de constituer une milice privée qui réglerait ses comptes avec l'un ou l'autre malfrats.

Dans la région , ces groupements pacifiques pullulent. Le village de Wihéries va bientôt se doter de son propre PLP. L'idée est portée (et déjà validée par les autorités communales) par un citoyen engagé, Jean-Philippe Plichard. Il en assurera la coordination et sera chargé du bon respect de la charte signée entre les différents partenaires.

"L'année dernière, le 24 octobre, il y a eu un grave accident au carrefour Saint-Homme à Thulin, l'homme qui est mort était mon meilleur ami. J'ai écrit plusieurs lettres, fait des pétitions, et je me suis dit ça passe ou ça casse... Je voulais tout faire pour que des feux tricolores soient installés. Et finalement, cela a abouti !", se réjouit le Dourois. "Comme j'ai constaté que la mobilisation était importante, j'ai pensé aux PLP pour mon village. Dans d'autres endroits, d'autres quartiers, cela se faisait déjà donc pourquoi pas à Wihéries. Le village n'est pas très grand donc on va essayer de mobiliser tous les habitants. J'ai contacté le bourgmestre faisant

fonction Vincent Loiseau et l'échevin Pierre Carton et on a mis cela en place pour que je puisse le lancer au plus vite le PLP."

Vincent Loiseau et Pierre Carton voient d'ailleurs d'un très bon œil cette nouvelle collaboration. *"Nous en avons déjà lancé un à Blaugies en 2015 pour répondre à une demande citoyenne,"* rappelle Vincent Loiseau. *"Il fonctionne toujours mais à l'époque, nous avons eu une vague assez importante de cambriolages. Cela permettait d'accroître le sentiment de sécurité, d'échanger des informations entre les citoyens et d'aider la police. Évidemment cela est très cadré, il n'est pas question de délation ou de conflit de voisinage."*

Il est ici plutôt question de sécurité mais aussi de prévention pour se serrer les coudes entre voisines et/ou habitant d'un même village face à des méfaits pour le moins contraignants. *"Plus les citoyens jouent le jeu, plus le PLP sera efficace."* Une réunion d'informations est organisée le 17 septembre, à la salle de gym de Wihéries à 19h30.

Amélioration d'échanges entre PLP de notre région



La Zone de police Condroz-Famenne affine sa stratégie de travail avec ses partenaires de la Zone de police Haute-Meuse et la Police fédérale en matière de partenariat local de prévention

Ci-joint un communiqué de presse émanant de la zone de police Condroz-Famenne.

Les PLP (Partenariat Local de Prévention) sont des accords de collaboration entre les citoyens et la police locale au sein d'un quartier déterminé. Les acteurs du projet sont les citoyens en général, le coordinateur (un citoyen de référence) et la zone de police. L'objectif est d'accroître le sentiment de sécurité général du citoyen, de favoriser le contrôle social et enfin de propager l'importance de la prévention.

La politique PLP au sein de la zone de Police Condroz-famenne a été dynamisée en date du 6 septembre 2017 à la suite d'une initiative intéressante en matière d'échange d'informations. Sous la houlette de l'Inspecteur principal Olivier Roberfroid (zone de police Condroz-Famenne) et de l'Inspecteur principal M.Stas (zone de police Haute-Meuse), une action a été lancée en partenariat avec la police fédérale représentée par le Commissaire B. Borzel. Ce dernier, exerçant une fonction dirigeante au sein du Service d'Information et de Communication de l'Arrondissement de Namur (centre d'appel 101) est venu expliquer plus en détails la prise en charge des appels téléphoniques à destination de la police (101) et le dispatching de ceux-ci vers les patrouilles mobiles sur le terrain selon des critères prédéfinis par zone de police. A la salle Saint-Luc de Ciney, autour de ces policiers, on notait la présence d'une bonne quinzaine de coordinateurs de diverses PLP de la région, soit Braibant, le quartier du Congo à Ciney, Pessoux, Natoye, Mohiville, Sinsin/Heure, Durnal et Godimont.

Il a été question de rechercher la meilleure manière de procéder à un échange permanent d'informations, de tirer enseignements des bonnes pratiques en vue d'une amélioration des processus de travail. L'accent a été mis sur la réaction à adopter dans le cadre d'une détection d'agissements suspects. Avec Juliette Pirnay du Service Prévention Vol de la ville de Ciney, l'approche de sensibilisation sur le travail des PLP sera poursuivie. Enfin, la rencontre a également permis d'aborder la problématique des « marchands ambulants » démarchant aux domiciles des personnes ; il a été convenu de rappeler à la population quelles sont les limites de ce type d'approche commerciale et le cadre légal encadrant ce type de pratiques parfois fort intrusives.

Satisfaits de cette initiative jusqu'ici inédite, les participants envisagent déjà de réitérer cette approche de travail l'année prochaine, les PLP voisins ayant tout intérêt à développer entre eux des canaux et moyens de communication rapides et efficaces.

A côté de cette réunion-ci qui était spécifique aux seuls responsables policiers et coordinateurs, les rencontres annuelles avec la population, autorités et presse se poursuivront selon un entragenda à venir pour effectuer l'évaluation de l'activité de chaque PLP.

Les zones de police citées ci-dessus (ZP Condroz-Famenne 083 687 300

ou <http://www.policelocale.be/5314/contact/commissariats> - ZP Haute-Meuse 082/676

810 ou <http://users.skynet.be/hautemeuse/>) se tiennent à la disposition de la population pour de plus amples renseignements sur les PLP. Une documentation détaillée est disponible sur le site

Ittre: Deux PLP pour lutter contre les cambriolages!

Brabant wallon

J.Br.

Publié le 12-01-17 à 10h00



© DR

La commune a décidé de réagir face à la dernière vague de cambriolages !

Tout le monde en a parlé ces derniers jours : depuis le début du mois de décembre, des cambrioleurs sévissent régulièrement dans la petite commune d'Ittre. Une vague de cambriolage qui a été confirmée par les autorités et qui s'est encore manifestée davantage lors de la nuit du réveillon de la Saint Sylvestre où six maisons ont été visitées !

Face à cette situation, il était important (et temps) de réagir. Si les citoyens l'avaient déjà fait en tentant d'organiser une sorte de garde interquartier, c'est à présent au tour des autorités communales d'intervenir de manière positive. *“Nous avons pris très au sérieux les vols qui se sont déroulés ces dernières semaines à Virginal et à Ittre, note Ferdinand Jolly, le bourgmestre de la commune. Les patrouilles de police de nuit et le week-end ont été renforcées dans notre secteur.”*

Mais ce n'est pas tout. D'autres projets sont également dans les cartons des autorités communales. *“Nous organisons au mois de février une réunion avec le commissaire de police, notre cheffe d'antenne, des habitants de Huleu à Ittre et du Rouge Bouton à Virginal, afin de créer dans ces deux quartiers, à l'initiative des citoyens, deux PLP (Partenariat Local de Prévention). Il s'agit d'une structure où des voisins s'associent en concertation étroite avec la police pour surveiller leur quartier, observer les allées et venues pour augmenter la sécurité.”*

Une bonne nouvelle donc pour les habitants d'Ittre qui peuvent compter sur le soutien des édiles communaux. *“Nous sommes déterminés à soutenir la création de ces PLP”,* conclut le bourgmestre ittrois.

Les voisins veillent, surtout en Flandre... : "Ces panneaux me rappellent constamment qu'il peut y avoir des délits chez moi"

Monique Baus - Abonnés Publié le 09-08-19 à 15h50 - Mis à jour le 09-08-19 à 15h52



© Michel Tonneau

Verviers : dans le quartier de Lambermont, un panneau indique un PLP, partenariat local de prévention

Le partenariat local de prévention a la cote au nord du pays. Près de cent nouveaux groupes y ont déjà vu le jour cette année. La Wallonie et Bruxelles sont loin derrière. Une question de personnes et de mentalités.

Les derniers chiffres communiqués par le SPF Intérieur à *La Libre* confirment que les associations de prévention entre voisins ou commerçants ne convainquent toujours pas autant les Bruxellois et les Wallons que les Flamands. Le partenariat local de prévention (PLP) continue à cartonner en Flandre : pas moins de 129 nouvelles initiatives ont été développées entre 2017 et juillet 2019 dans ses quartiers, dont près de cent rien que pour les sept premiers mois de cette année.

Insécurité à Bruxelles: dans certains quartiers, les voisins veillent

En réponse à un sentiment d'insécurité, les partenariats locaux de prévention ont la cote dans certains quartiers bruxellois. Entre sécurité et convivialité, il n'y aurait qu'un pas.



A Ganshoren, comme ailleurs, une fois qu'on quitte les quartiers résidentiels, les PLP disparaissent. - Dominique Duchesnes

Par Guillaume Derclaye

Mis en ligne le 3/01/2020 à 16:50

AGanshoren, sur les maisons quatre façades du quartier Albert, on remarque assez vite les autocollants rouge et bleu, mais également le panneau situé à l'entrée du quartier portant l'indication « Partenariat local de prévention » (PLP). Il y a dix ans que les PLP ont vu le jour en Belgique afin de remplacer l'ancien réseau d'information de quartier (RIQ), le fameux « Les voisins veillent ». Et ce, dans le cadre de ce qu'on appelait alors la politique de sécurité intégrale. Cette dernière renforçant encore l'idée que le citoyen porte une part de responsabilité en matière de sécurité, notamment en créant un contact plus direct entre les citoyens, la police et les services communaux. Le premier dispositif de ce type a vu le jour à Brecht en 2010, dans la province d'Anvers. Dix ans plus tard, la Belgique en compte près de 1.300, dont la grande majorité se trouve en Flandre.

Lutte contre les vols « Les voisins veillent » : -16 % à Remicourt. A Oreye, le projet est toujours au placard...



Pour lutter contre les vols, la zone de police Hesbaye met en place des partenariats locaux de prévention (PLP). Remicourt figure parmi les plus avancées dans ce projet qui associe police, commune et citoyens, mais comment fonctionne un PLP ?

« Les voisins veillent » : ces nouveaux panneaux fleurissent à Remicourt et participent à la lutte contre les vols. « Nous avons placé 16 panneaux sur le territoire de la commune. Cette signalisation est installée aux entrées de village afin de prévenir les vols. D'éventuels malfrats sont ainsi prévenus : le quartier est surveillé par les habitants », annonce d'emblée Thierry Missaire (MR), le bourgmestre de Remicourt. La commune affiche officiellement son Partenariat Local de Prévention (PLP), une association entre la police, les autorités communales et des citoyens. « Nous avons lancé ce projet il y a près d'un an et, à la suite de réunions, nous avons créé un PLP composé d'une soixantaine de Remicourtois », précise le mayor. En un an, la police compte 16 % de vols en moins à Remicourt.

André Pirlot est le coordinateur de ce partenariat local de prévention remicourtois. Ce retraité de 65 ans travaille bénévolement de concert avec les autres membres : « On fonctionne en équipe avec la police, les autorités et tous les membres de ce partenariat. Remicourt compte 6.000 habitants, d'où la division en quartiers. J'ai participé aux réunions de mise en place et j'ai rempli les fiches pour devenir membre.

En début d'année, j'ai accepté ce rôle, et la police a ensuite désigné les responsables par quartier. »

Les membres du PLP ne remplacent pas la police et n'interviennent pas directement en cas de vol. « Cette collaboration citoyenne avec la police concerne principalement les vols dans les habitations, mais un membre du PLP ne peut pas faire n'importe quoi. En plus des dispositions légales, une charte, un règlement et un contrat de confiance régissent nos interventions. Notre rôle consiste à signaler un comportement suspect en informant précisément la police et le quartier concerné. » Une voiture circulant lentement phares éteints en soirée peut s'avérer suspecte, tout comme l'attitude de certains démarcheurs. « Si un membre repère quelque chose de suspect, il prévient le coordinateur qui établit la véracité des faits avant d'en aviser la police et les responsables de quartier. L'objectif est de faire acte de présence, mais pas d'intervenir ni de courir en rue. On allume les lampes, on regarde par la fenêtre et on reste attentif. On fait de la prévention avant tout », précise André Pirlot.

S'il suspecte un vol, un membre du PLP prévient son coordinateur qui relaye l'information. Si la police intervient concrètement, le coordinateur reçoit un feedback des forces de l'ordre qui objectivent chaque situation. La force de ce partenariat réside dans la communication : « On transmet une information aux inscrits via Google Groups, sur internet, et par SMS aux personnes du quartier concernées par des agissements suspects. Les informations viennent à la fois de la police et du PLP et circulent dans les deux sens, je sers de relais, car je crois en ce projet. »

De 60 citoyens à la mise en place, le PLP compte désormais 67 relais capables d'identifier des comportements suspects, mais en cas d'urgence ou de menace réelle, il convient évidemment de composer le 101. (article La Meuse 09-12-16 J.M)